

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction du Développement Durable
et des Collectivités Locales

Bureau de l'environnement

☞ affaire suivie par Madame Geneviève Sassi

☎ 01 41 60 56 17

✉ genevieve.sassi@seine-saint-denis.gouv.fr

Arrêté préfectoral de mise en demeure N°2013-0018 du 7 janvier 2013
relatif à l'activité d'impression sur papier journal
de la société L'IMPRIMERIE
sise 79, route de Roissy, à Tremblay-en-France (93290)

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, plus précisément le titre 1er «installations classées pour la protection de l'environnement», notamment l'article L. 514-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, fixant les règles et prescriptions générales concernant la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2008, par lequel la société Roissy Print (Groupe le Figaro) est autorisée à exploiter des activités, sous les rubriques suivantes : R.2450-1 et 3-a (autorisation), R.2920-2-a (autorisation), R.1530-2 (déclaration) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-1140 du 19 mai 2010, abrogeant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2008 et actualisant la réglementation du site ;

Vu le récépissé de déclaration de succession délivré le 4 décembre 2009 au président de la société L'IMPRIMERIE, Monsieur Dominico Grassi pour l'exploitation de l'imprimerie précédemment assurée par Roissy-Print Groupe Figaro ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 décembre 2012 établi à l'issue de la visite de contrôle du 9 novembre 2012, proposant de mettre en demeure la société L'IMPRIMERIE de justifier **dans un délai de trois mois**, des mesures prises afin de respecter les niveaux sonores autorisés concernant un point situé en limite de propriété ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 9 novembre 2012, que l'exploitant n'a pas satisfait à son obligation réglementaire en ne respectant pas les prescriptions du chapitre 6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mai 2010 ;

Considérant que l'inspection des installations classées propose, dans son rapport du 7 décembre 2012, établi à l'issue de la visite de contrôle du 9 novembre 2012, de mettre en demeure la société L'IMPRIMERIE de justifier du respect des prescriptions mentionnées au chapitre 6.2 de l'arrêté préfectoral précité ;

Considérant qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ont bien été prises ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

ARRETE

Article 1^{er} : La Société L'IMPRIMERIE sise 79, route de Roissy, à Tremblay-en-France est mise en demeure de justifier **dans un délai de 3 mois**, des mesures prises pour respecter les prescriptions du chapitre 6-2 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2010, relatives aux niveaux d'urgence autorisée, concernant un point de mesure situé en limite de propriété à proximité des locaux sociaux ;

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à la société L'IMPRIMERIE sise 79, rue de Roissy à Tremblay-en-France [93290] par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 3 : En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues au chapitre IV du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

Article 4 : Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de Tremblay-en-France, pour information.

Article 5 : *Voies et délais de recours* (article L. 514-6 du code précité) :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil,

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai **d'un an** à compter de l'affichage ou la publication dudit arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet du Raincy, le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'énergie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture

Eric SPITZ